

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 11 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan: Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Michel JOUVE

**Délibération n°26-16**

**Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets**

**Objet** : Modification de l'annexe tarifaire de la redevance spéciale

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°26-16**

**Direction générale des services techniques – Service gestion des déchets**

**Objet : Modification de l'annexe tarifaire de la redevance spéciale**

**Le Conseil de communauté,**

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie et à ce titre en matière d'élimination et de valorisation des déchets ménagers,

Vu les délibérations, n°59-09 du 25 mai 2009, n°99-11 du 27 juin 2011, n°133-13 du 9 septembre 2013, précisant les modalités de financement du traitement et de l'élimination des déchets issus des établissements publics ou privés,

Considérant d'une part que la collecte des cartons, alors qu'elle représentait une charge pour la collectivité lorsqu'il était procédé à leur élimination, est désormais génératrice de recettes depuis que la CoVe a mis en place leur revalorisation ; et qu'en conséquence il convient d'en supprimer le paiement spécifique,

Considérant d'autre part que la tarification applicable pour l'enlèvement et le traitement des autres déchets professionnels n'a pas été actualisée depuis 2009, alors que les coûts de revient du service ont augmenté ; et qu'en conséquence il convient de l'actualiser,

Vu la proposition de modification de l'annexe tarifaire à la convention de redevance spéciale, annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets en date du 21 janvier 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1** : DE SUPPRIMER la tarification spécifique de la collecte des cartons.

**Article 2** : D'ACTUALISER la base de calcul de la redevance Spéciale, portant le montant de la part fixe à 94€ et de la part variable à 0,011€ par litre.

**Article 3** : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits au Budget principal code 70688 /Fonction 81210.

Transmis en préfecture le : 11 FEV. 2016

Publication par affichage le : 11 FEV. 2016

Exécutoire le : 11 FEV. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

## ANNEXE REDEVANCE SPECIALE

### PRODUCTION DE DÉCHETS ASSIMILABLES AUX ORDURES MÉNAGÈRES : DOTATION et CALCUL

#### DÉCHETS ASSIMILÉS AUX ORDURES MÉNAGÈRES

Contenance	Nombre	Fréquence de collecte
360 l		
660 l		
770 l		
Autre :		

#### CARTONS

Contenance	Nombre	Fréquence de collecte
660 l		
770 l		
Autre :		

Volume : Contenance X Nombre = .....

Fréquence de collecte : ..... (Exemple : C2 = 2 collectes hebdomadaires)

Nombre de semaines d'activité : ..... (Calculé sur la base de 52 semaines, déduction possible avec justificatif)

#### **TARIFS :**

Part fixe annuelle : **94 €**

Part variable déchets assimilés aux ordures ménagères : **0,011 € / litre**

Calcul du coût du service déchets assimilés : Part fixe + (contenance x fréquence de collecte x nombre de semaines d'activité) x part variable déchets assimilés	€
Montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (année N-1) <i>Justificatif à produire</i>	€
<b>MONTANT REDEVANCE SPÉCIALE À PAYER</b> Coût du service – TEOM	€

Date et visa de la CoVe

Date et visa de l'utilisateur

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*

## ANNEXE « APPLICATION »

L'utilisateur peut demander une exonération de la TEOM et/ou de la redevance spéciale pour la raison suivante :

- ☐ **Affiliation à une entreprise agréée qui collecte et traite l'ensemble de ses déchets**

### CONDITIONS :

- S'engager à ne pas utiliser les services de la CoVe en matière de collecte et de traitement des déchets issus de votre activité.

- Utiliser les services d'un prestataire agréé qui collecte et élimine les déchets ménagers et assimilés dans le respect de la réglementation en vigueur.

- S'engager à prévenir la CoVe pour toutes modifications (*reprise d'utilisation du service de la collectivité, suppression de contrat avec le prestataire privé, augmentation du volume de déchets....*)

### PIÈCES À FOURNIR :

- Contrat d'affiliation et l'ensemble des bordereaux d'enlèvement des déchets auprès d'un prestataire privé (*à fournir annuellement*)

- Avis d'imposition de l'année précédente (N – 1) accompagné du contrat de location (*si nécessaire*)

### AVIS DE LA COLLECTIVITÉ :

Exonération totale : TEOM et RS **motifs** : .....

Application part fixe avec maintien de la TEOM : .....

Exonération partielle : RS maintien de la TEOM **motifs** (*ex : le local n'est pas utilisé mais existence d'un logement qui justifie le paiement de la TEOM*).....

Pas d'exonération **motifs** : .....

Date et visa de la CoVe .

## ANNEXE REDEVANCE SPÉCIALE CAMPING

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n° 76.633 du 15 juillet 1975, modifiée par la Loi n° 92.646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

Vu le Décret n° 94.609 du 13 juillet 1994, portant application de la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, et relatif notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

Vu la délibération du Conseil de la Communauté, en date du 30 janvier 2003 instituant un mode de financement des opérations de collecte et de traitement des déchets issus des installations de camping,

Vu l'article L. 2333-77 Les communes ou établissements publics qui assurent l'enlèvement des ordures ménagères en provenance des terrains de camping ou aménagés pour le stationnement des caravanes peuvent assujettir les exploitants de ces terrains à une redevance calculée en fonction du nombre des places disponibles sur ces terrains,

La redevance applicable aux campings constitue une forme particulière de la redevance spéciale. L'antériorité de son application rend nécessaire l'adaptation de la convention principale.

Cela se traduit par la substitution des articles 8 et 9 par les suivants :

### Article 8bis – tarification et paiement de la redevance spéciale

- le prix de la redevance est fixé à 0,13 € net de taxes par emplacement et par jour d'ouverture.
- les données prises en compte pour votre camping sont les suivantes :

- nombre d'emplacements : .....  
- période d'ouverture : ..... soit en nombre de jours : .....

### Article 9bis – facturation

Une déduction de la TEOM pourra être appliquée au prorata de la période d'activité. Afin de bénéficier de cet abattement, l'usager doit fournir un justificatif de son montant de TEOM (copie de l'avis d'imposition de taxe foncière et relevé de propriété ou facture du propriétaire...) avant le **30 novembre** de chaque année.

*L'absence de transmission à cette date entraînera la facturation du montant total de la redevance pour l'année.*

Le paiement de la redevance s'effectuera sur présentation d'une facturation annuelle.

En cas de non paiement dans la quinzaine, la desserte par le service sera immédiatement suspendue.

Les sommes seront mises à l'ordre du Trésor Public et adressées à :

La CoVe, 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 CARPENTRAS cedex.

Date et visa de la CoVe

Date et visa de l'usager

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*